Le témoignage est-il vrai et fiable? Une "nouvelle" façon de juger les témoins : Les enseignements que Joseph Conrad nous offre au moyen de sa nouvelle « Karain : Un souvenir »

Gilles Renaud

(Cour de justice de l'Ontario : 1995-2024)

Le 28 octobre 2026

Propos introductifs

Ce document vise à appuyer le travail de la magistrature en rapport aux constats de fait, le pain quotidien des juges de première instance, en introduisant de façon systématique dans l'examen des faits les aperçus que nous offrent les écrivains au moyen de nouvelles, contes et autres courts récits. Cette source d'enseignements riches qu'est la littérature me semble trop souvent négligée par la magistrature, et je m'évertue à remédier à cette lacune par cet article et ceux qui vont suivre, et ceux déjà parus.[1]

Ce document de travail reprend certains enseignements clés que cet écrivain illustre a signé dans le cadre de la nouvelle intitulée « Karain : Un souvenir » qui relate les tentatives de retrouver sa sœur et de la supprimer. Mais cette vocation maudite est rendue difficile par les obstacles que posent identifier sa sœur par suite du passage des années et de bien reconnaitre les Européens qui l'entoure, en raison de leur « ressemblance ».

Pour nos fins, soit de revoir les questions en litige que la juge de première instance pourrait être appelé à résoudre dans de tels cas, il sera utile d'insister sur la jurisprudence qui touche de près la question de la fiabilité de cette tentative au niveau de l'identification et notamment les défis que posent le fait de reconnaitre des gens qui ne sont pas du même groupe racial.[2]

---

[1] La lectrice est invitée à revoir le premier document de cette série, intitulé « Le témoignage est-il vrai et fiable? Une nouvelle façon de juger les témoins: Les enseignements de Marcel Aymé que nous offre sa nouvelle 'Et le monde continua' », en date du 21 octobre 2026. Je ne vais pas répéter le cœur des paragraphes introductifs, par souci de réduire le nombre de pages de ce document.

[2] Dans l'espoir d'atteindre notre objectif d'appuyer le travail quotidien des juges, la lectrice doit envisager que ce que l'auteur a écrit, portant sur les paroles qu'il attribue à ses personnages, est « joué » devant la Cour, tout comme s'il s'agissait d'un procès. En outre, notons que Jurisource met à votre disposition d'autres documents de travail que j'ai rédigé qui pourraient venir en aide à la magistrature, répertorié sous le titre « La

Discussion thématique

Les paroles du narrateur et des personnages qui illustrent les défis quant à l'identification

« Avez-vous vu un blanc comme ceci? » (Partie IV)

« … nous ne cessions de chercher ici, de chercher la, pour les découvrir, l'homme blanc aux cheveux comme la flamme, et elle, la femme qui avait manqué à sa foi et qui, pour cela, devait mourir. Nous cherchions de tous cotes. A la fin, dans chaque visage de femme, je croyais voir le sien. » (Partie IV)

« … Ce n'était pas lui : les Hollandais se ressemblent tous. » (Partie IV) [Soulignement de nous]

« … Et partout nous observions … » (Partie IV)

« … il se souvenait d'elle. Je ne disais rien ; mais je la voyais chaque jour – sans cesse! » (Partie IV)

« … lui demanda brusquement : 'Le connais-tu?' J'écoutai – ma vie était dans mes oreilles! Elle me regarda longuement, elle me regarda avec des yeux fermes et s'écria : 'Non! Je ne l'ai jamais vu …' » (Partie IV)

Les principes de la preuve d'identification par témoin oculaire.

- *les faiblesses reconnues de la preuve d'identification*

Les extraits cités plus haut illustrent les difficultés de bien identifier des individus, même des proches et des parents. Ainsi, la jurisprudence étaye ces obstacles. De fait, dans l'arrêt *R. c. Hay*, 2013 CSC 61, [2013] 3 R.C.S. 694, le juge Rothstein, qui rendait jugement au nom des six juges majoritaires, a ainsi résumé ces principes :

[40] Les questions relatives à la crédibilité des témoins oculaires et au poids à accorder à leur témoignage relèvent du juge des faits -- en l'espèce, le jury : *R. c. Mezzo*, [1986] 1 R.C.S. 802, p. 844-845. Il est bien établi que lorsque le ministère public a recours à l'identification par témoin oculaire, le juge du procès a l'obligation de mettre le jury en garde au sujet des faiblesses reconnues de la

---

preuve du comportement (Articles) » et des titres connexes. Voir aussi mes textes, L'évaluation du témoignage Un juge se livre, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, Québec, 2008 et La plaidoirie – Un juge se livre, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, Québec, 2017. Vous pouvez aussi revoir mes livres: Demeanour Evidence on Trial: A Legal and Literary Criticism, Sandstone Academic Press, Melbourne, Australie, 2008 et Advocacy: A Lawyer's Playbook, Thomson Carswell, Toronto, 2006.

preuve d'identification; voir *Mezzo*, p. 845, citant *R. c. Turnbull*, [1976] 3 All E.R. 549 (C.A.); *R. c. Hibbert*, 2002 CSC 39, [2002] 2 R.C.S. 445, par. 78-79 (le juge Bastarache, dissident, mais non sur ce point); *R. c. Canning*, [1986] 1 R.C.S. 991. Toutefois, un jury ayant reçu les directives appropriées peut, en dépit des faiblesses de l'identification par témoin oculaire, conclure à la fiabilité de la déposition du témoin oculaire et rendre un verdict de culpabilité sur ce fondement, et ce, même si le ministère public n'a cité qu'un seul témoin oculaire; voir *Mezzo*, p. 844; *R. c. Nikolovski*, [1996] 3 R.C.S. 1197, par. 23. [Nous avons souligné].

[41] Bien que l'appréciation de la crédibilité et du poids de la déposition d'un témoin oculaire relève du jury et que, dans certaines circonstances, la déposition d'un seul témoin oculaire puisse fonder une déclaration de culpabilité, un jury ne devrait pas être autorisé à rendre un verdict de culpabilité en s'appuyant sur une déposition d'un témoin oculaire qui ne pourrait étayer une inférence de culpabilité hors de tout doute raisonnable. Autrement dit, il ne faudrait pas expliquer au jury qu'il peut déclarer un accusé coupable en se basant uniquement sur la déposition d'un témoin oculaire lorsque la déposition, même si l'on y accorde foi, laisserait nécessairement subsister un doute raisonnable dans l'esprit d'un juré raisonnable; voir *R. c. Arcuri*, 2001 CSC 54, [2001] 2 R.C.S. 828, par. 21-25; *R. c. Reitsma*, [1998] 1 R.C.S. 769, inf. (1997), 97 B.C.A.C. 303; *R. c. Zurowski*, 2004 CSC 72, [2004] 3 R.C.S. 509; *États-Unis d'Amérique c. Shephard*, [1977] 2 R.C.S. 1067, p. 1080. En fait, si la preuve du ministère public consiste uniquement en la déposition d'un témoin oculaire qui soulèverait nécessairement un doute raisonnable dans l'esprit d'un juré raisonnable, le juge du procès saisi d'une demande de verdict imposé doit ordonner un acquittement (*Arcuri*, par. 21). [par. 40 et 41] [Soulignement de nous]

- *un mot portant sur les enseignements scientifiques récents*

Citons, à ce sujet, *R. c. Harrison*, [2023] A.J. No. 496, 2023 ABCA 151 :

3 This appeal presents the opportunity to explore the challenges presented by eyewitness-identification evidence - what recent scientific studies have revealed about how memories are formed, stored and retrieved - and how jurists and legislators in the United Kingdom, the United States, Ireland, and Australia have responded. Generally, law enforcement agencies recognize the need to take new scientific evidence into account when interviewing eyewitnesses and conducting lineups, photo arrays, and showups. This judgment catalogues the cautionary measures that are in place in Canada and elsewhere to reduce the risk that fact

finders will be unable to distinguish reliable eyewitness-identification evidence from unreliable eyewitness-identification evidence. [Nous avons souligné.]

Citons en outre:

39 The Supreme Court of Canada, this Court, other Canadian appeal courts, and leading foreign courts have frequently upheld convictions based primarily on eyewitness-identification evidence, provided that several safeguards are in place. First, the trial judge must have emphasized to the jury that it cannot find the accused guilty unless satisfied that the prosecutor has proved the essential components of the crime charged beyond a reasonable doubt, must have warned the jury that eyewitness-identification evidence may be suspect, and must have explained to the jurors that tools exist to allow them to distinguish reliable from unreliable eyewitness-identification evidence. Second, the court must be satisfied the eyewitness-identification evidence was not clearly unreliable. …

B. The Risk of Wrongful Conviction Based on Erroneous Eyewitness-Identification Evidence Is Real

40 The risk of wrongful conviction based on erroneous eyewitness-identification evidence is real and courts must always be mindful of this. "No system of justice can eliminate the possibility that witnesses for the prosecution may be untruthful or unreliable and that consequently a miscarriage of justice may occur". Although the identification of the perpetrator of a crime is a human enterprise as are all other components of any criminal justice system, the use of a set of science-driven protocols can greatly reduce the risk of wrongful convictions the product of eyewitness misidentification. That is all we can reasonably expect of our criminal justice system. But courts can and do aim higher. So do other participants in the criminal justice system - prosecutors and police agencies. "[T]he police ... have a duty to ensure the integrity of the identification process. Their role ... may be the most important of all since they are usually in control of the methods chosen to recall or refresh the memory of eyewitnesses". [Soulignement de nous]

Enfin, il faut se rappeler cde qui suit:

> 46 Second, jurors believe eyewitnesses, especially those whose in-court identifications are made with confidence. "[M]uch eyewitness identification has a powerful impact on juries. Juries seem most receptive to, and not inclined to discredit, testimony of a witness who states that he saw the defendant commit the crime". Yet most jurors' life experiences do not bring to their attention the limitations of eyewitness identifications. [Soulignement de nous]

- *la preuve d'identification et les gens d'un groupe racial qui diffère de celui du témoin*

On se rappellera l'extrait qui cite : « … les Hollandais se ressemblent tous… » Il sera utile de citer ce qui suit du jugement insigne, R. c. *Miaponoose*, 1996 CanLII 1268, 30 O.R. (3d) 419 (C.A.). Le jugement revoit une poursuite impliquant une jeune fille non autotoxine et un homme autochtone qui habitaient a Moose Factory, une communauté du grand nord de l'Ontario ou la plupart des habitants sont autochtones.

> Sufficiency of Eye-Witness Identification Evidence
>
> (a)Inherent Frailties
>
> 9 The inherent frailties of identification evidence are well known to the law and have been the subject of frequent judicial consideration and comment. We must, however, never regard these principles as trite. They are fundamental. They merit repeating. One of the many useful writings on this subject can be found in the Law Reform Commission of Canada Study Paper (1983) on "Pretrial Eyewitness Identification Procedures." The Commission concludes in its study that "the need for comprehensive police guidelines is particularly acute in the area of pretrial eyewitness identification procedures, because eyewitness testimony is inherently unreliable" (at p. 7) [Soulignement de nous] .
>
> 10 In discussing the dangers inherent in eyewitness testimony, the Commission reviews actual cases of wrongful conviction based on eye witness testimony; psychological studies that reveal the inherent unreliability of this kind of evidence; and the reasons why eyewitness testimony is difficult to assess through courtroom procedures. The study reiterates the fact that it has long been recognized by commentators that, of all types of evidence, eyewitness identification is most likely to result in a wrongful conviction and this even in cases where multiple witnesses have identified the same accused.

11 Eyewitness testimony is in effect opinion evidence, the basis of which is very difficult to assess. The witness's opinion when she says "that is the man" is partly based on a host of psychological and physiological factors, many of which are not well understood by jurists. One example is pointed out by the Commission (at p. 10):

…

> Simply by way of illustration, psychologists have shown that much of what one thinks one saw is really perpetual filling-in. Contrary to the belief of most laymen, and indeed some judges, the signals received by the sense organs and transmitted to the brain do not constitute photographic representations of reality. The work of psychologists has shown that the process whereby sensory stimuli are converted into conscious experience is prone to error, because it is impossible for the brain to receive a total picture of any event. Since perception and memory are selective processes, viewers are inclined to fill in perceived events with other details, a process which enables them to create a logical sequence. The details people add to their actual perception of an event are largely governed by past experience and personal expectations. Thus the final recreation of the event in the observer's mind may be quite different from reality.
>
> Witnesses are often completely unaware of the interpretive process whereby they fill in the necessary but missing data. They will relate their testimony in good faith, and as honestly as possible, without realizing the extent to which it has been distorted by their cognitive interpretive processes. Thus, although most eyewitnesses are not dishonest, they may nevertheless be grossly mistaken in their identification.
>
> While the circumstances surrounding the witness's identification can be subject to scrutiny in cross-examination, many of the more subjective processes that have led to it are impossible to expose in this fashion.

D’ajouter la Cour d’appel:

12 Finally, the Commission points out how studies have confirmed that fact-finders do place undue reliance on eyewitness testimony in comparison to other types of evidence.

13 In this case, no issue was raised at trial or on appeal as to the honesty and sincerity of the young complainant. As recognized by the trial judge, the case against the appellant "depends wholly on the correctness of his identification by the complainant." It was therefore vital that this evidence be subject to appropriate scrutiny, particularly since there is not a single item of confirmatory evidence which could minimize the inherent dangers of the eyewitness identification of the appellant.

Ayant revu les jalons de cette preuve, la Cour d'appel a poursuivie son analyse en scrutant l'élément de l'identisation d'une personne d'une autre race :

(c) Factors to Consider in Evaluating Eye-Witness

...

37 In my view, and I say this with all respect to the trial judge's contrary view, the "collateral supporting description" noted by the judge in his reasons is not at all distinctive and is insufficient to overcome the dangerously tainted initial identification. Although the complainant had also described her assailant as having hairy arms and mention of this point was made again during the course of the trial, the trial judge does not mention this feature in his reasons for judgment. Consequently, it is not clear to what extent he may have relied on this fact. In any event, however, there was no evidence to indicate that this feature was particularly distinctive in the community. Also, the trial judge's final assessment of the reliability of the identification gives insufficient consideration to the fact that the appellant did not match the description in one notable respect: he had no facial hair and there was no evidence that he ever had any. On the evidence, it would appear that this feature was not trivial. However the complainant may have described the facial hair on her assailant to the officer on the night of the incident (it came out in her testimony that she did not know what a goatee was), it struck the officer at the time as a significant feature. He described it as a goatee or a mustache in his notes and this characteristic became the initial focus of the investigation. Unfortunately for all involved, once the appellant had been identified, the relevance of this part of the complainant's description was dismissed without any further probing into the question of whether the appellant may have had facial hair at any time prior to the officer's visit to his residence. [Soulignement de nous]

Au demeurant, il sera utile de reprendre les enseignements des auteurs qui suivent. Dans l'ouvrage de S. Casey Hill, David M. Tanovich et Louis P. Strezos, intitulé *McWilliams' Canadian Criminal Evidence*, (WestlawNext Canada, Thomson Reuters, 2016) (en ligne), au par. 32:100.50 :

- *L'identification a-t-elle été effectuée en l'absence d'un trait distinctif?
- *La possibilité d'observer le suspect n'a-t-elle consisté qu'en un bref coup d'oeil?
- *Le suspect a-t-il été observé dans l'obscurité de la nuit, dans un lieu bien éclairé ou dans une situation de stress?
- *Y a-t-il eu une parade d'identification et a-t-on laissé entendre que le suspect était détenu?
- *La description était-elle détaillée ou de nature générale?
- *Y avait-il incompatibilité avec les descriptions fournies par d'autres témoins?
- *Des événements ont-ils eu lieu qui sont susceptibles de contaminer l'identification faite par les témoins, notamment de la collusion?
- *La séance d'identification a-t-elle été équitable sur le plan de sa constitution?
- *L'étalement de photos est préférable à la présentation séquentielle parce qu'il a tendance à prévenir les préjugés issus d'une comparaison;
- <u>*Y a-t-il eu identification interraciale</u>? [Nous avons souligné]
- *Le témoin qui a effectué l'identification avait-il consommé de l'alcool ou avait-il les facultés affaiblies par de la drogue?
- *L'identification au banc des accusés ne doit se voir reconnaître qu'une force probante négligeable, si tant est qu'on lui en reconnaisse;
- *Dans quelle mesure les directives ont-elles respecté les recommandations faites à la suite de l'enquête Sophonow?
- *L'affaire a-t-elle été instruite devant un jury ou devant un juge seul?

En guise de conclusion

Loin de nous la notion que nous puissions traiter de cette question épineuse au moyen de moins de 3,000 mots. Toutefois, ce document relève les éléments essentiels qui doivent aiguillonnes la juge au moment de rédiger son jugement, notamment la retenue et la crainte de croire que la confiance du témoin fournit du crédit à sa déclaration.